

## Compte-rendu n° 2021-11 du conseil municipal du lundi 22 novembre 2021

L'an deux mille vingt et un, le 22 novembre à 19h, le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 18 novembre 2021, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

**Etaient présents en séance :** Christophe AUBERT, maire,  
Éric GRAVIER, Patrick PELLORCE, Cécile NEYRAUD, adjoints  
Marie-Hélène COING, maire délégué de Mont de Lans  
Laurent GIRAUD, Anne MILLET, Enrica TASSO, Ugo MOUNIER, Céline VALETTE, Fabien VEYRAT, Jocelyne MARTIN, Pascal ESPITALLIER, Angélique AGUILAR conseillers municipaux.

**Etaient absents ou excusés :** Agnès ARGENTIER, Françoise MOREAU, Jean-Luc BISI,  
Camille DURDAN, André GARDEN.

**Etaient représentés dans le cadre d'une procuration :**

Pierre BALME donne pouvoir à Christophe AUBERT

Paul VAN LEEUWEN donne pouvoir à Enrica TASSO

**Secrétaires de séance :** Marie-Hélène COING et Patrick PELLORCE

Monsieur le maire informe l'assemblée que des problèmes techniques empêchent la retransmission de la séance sur le site web de la commune. Il précise que la séance se tenant en présentiel pour les conseillers et le public, elle peut se dérouler normalement malgré tout. Il poursuit et ouvre la séance.

Après s'être assuré que le quorum soit atteint, il communique à l'assemblée les pouvoirs qui lui ont été remis

Pierre BALME donne pouvoir à Christophe AUBERT

Paul VAN LEEUWEN donne pouvoir à Enrica TASSO

Il propose la nomination des secrétaires de séance. L'assemblée retient les candidatures de Marie-Hélène Coing et Patrick Pellorce puis il soumet à son approbation, le compte rendu de la séance du 18 octobre 2021. Le conseil n'ayant pas de remarques, le compte rendu est approuvé.

Monsieur le maire présente les décisions qu'il a prises dans le cadre des délégations consenties par le conseil municipal.

2021-153	convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage prestations et conseils en urbanisme
2021-154	renouvellement convention occupation précaire à M Sylvain MAIA
2021-155	renouvellement convention occupation précaire à M Stephan KUPFERLE
2021-156	Bail civil pour l'installation de deux tiny houses par M. Luka LEROY et Mme Marie ROLLET-FLAUBERT

Avant de passer à l'ordre du jour, Monsieur le maire informe le conseil que le point relatif à l'emphytéose du restaurant d'altitude La Fée est retiré. Une consultation sera lancée et dans l'intervalle, pour maintenir le gestionnaire actuel, un bail plus classique sera conclu pour une année.

L'assemblée en prend acte.

---

### Délibération 2021-159

#### **Objet : Actualisation du règlement intérieur du conseil municipal**

Monsieur le maire propose d'actualiser le règlement intérieur du conseil municipal.

D'abord pour modifier l'article 1 « périodicité des séances » en maintenant le principe d'une réunion mensuelle chaque troisième lundi en lieu et place du mardi.

Ensuite, pour définir les moyens de communication audiovisuelle de retransmission des séances en dehors de l'état d'urgence sanitaire (article 14).

Enfin, Monsieur le maire propose l'application de ces modalités dès le prochain conseil municipal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, approuve la modification des articles 1 et 14 du règlement intérieur du conseil municipal.

### **Délibération 2021-160**

#### **Objet : Réitération par acte notarié de la convention de mise à disposition de la parcelle AC 101 auprès de la société ENEDIS**

Rapporteur : Laurent Giraud

Le conseil municipal a approuvé la convention de mise à disposition d'un terrain d'une superficie de 25 m<sup>2</sup>, situé Route de la Ville, cadastré AC 101 pour permettre à la société ENEDIS d'y installer un poste de transformation de courant électrique et a autorisé le maire à la signer.

L'article 11 de cette convention disposait que la convention pourrait être authentifiée devant notaire, aux frais d'ENEDIS, pour être publiée au service de la publicité foncière.

A cet effet, Maître Antoine RODRIGUES, notaire d'ENEDIS, demande à l'assemblée délibérante d'approuver la réitération par acte notarié de ladite convention.

Pour des questions de commodité, le notaire propose une représentation du maire par procuration au profit de tout collaborateur de l'office notarié.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, autorise le maire à donner procuration, au profit de tout collaborateur de l'office de Maître RODRIGUES à l'effet de signer l'acte notarié constituant des droits et tous autres documents nécessaire à l'opération susvisée.

### **Délibération 2021-161**

#### **Objet : adhésion au contrat cadre de fourniture de titres restaurant proposé par le Centre de Gestion de l'Isère**

Monsieur le maire rappelle la mise en place par le Centre de gestion de l'Isère, d'un contrat cadre de fourniture de titres restaurant ouvert et à adhésion facultative, dont l'avantage est de mutualiser les coûts.

Deux prestataires ont été retenus :

- Lot 1 : **Sodexo** pour les chèques déjeuner version papier
- Lot 2 : **Edenred** pour les chèques déjeuner dématérialisés (carte)

Dans la continuité de cette prestation déjà proposée au personnel, la commune souhaite poursuivre en adhérant au contrat-cadre mutualisé pour le lot 1 SODEXO avec maintien de la valeur faciale du titre à 5,50 € et en fixant la participation de la commune à 50 % de la valeur faciale du titre. La durée du contrat cadre est de 4 ans avec un effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, approuve l'adhésion au contrat cadre susvisé.

### **Délibération 2021-162**

#### **Objet : concession hydroélectrique de Pont Escoffier – Protocole transactionnel pour la régularisation des redevances à conclure avec EDF**

Rapporteur : Laurent Giraud

EDF est l'exploitant de la centrale hydroélectrique de Pont-Escoffier, mise en service en 1948, pour une durée de concession de 75 ans. Au titre des droits acquis par le concessionnaire pour la réalisation et l'exploitation de la chute hydroélectrique de Pont-Escoffier, plusieurs accords sont intervenus avec la commune historique de Venosc et ont donné lieu au versement de rentes annuelles. Toutefois, il s'avère que ces rentes n'ont pas, ou plus été versées depuis plusieurs dizaines d'années.

C'est pourquoi, EDF propose, pour solde de tout compte, de régler une indemnité totale, d'un montant de 84 616 € des sommes dues depuis 1962 (au titre du renoncement à un quota d'énergie réservée) et 1992 (au titre des droits acquis) et actualisées ainsi que des sommes à devoir pour les années qui courent jusqu'à l'échéance de la concession de Pont-Escoffier, fixée au 31 décembre 2022.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, approuve la régularisation des redevances proposée par EDF.

### **Délibération 2021-163**

#### **Objet : convention avec l'Office du Tourisme pour le reversement des prestations de l'ALSH**

Monsieur le maire expose à l'assemblée que par l'intermédiaire de sa centrale de réservations, l'Office du Tourisme commercialise des prestations touristiques proposées par différents prestataires auxquelles la commune propose d'inclure la possibilité pour les touristes de réserver des places au centre de loisirs.

A la fin du séjour des enfants accueillis au Centre de Loisirs et inscrits de cette façon, l'Office du Tourisme reversera à la commune, la recette perçue à l'euro près. A cet effet, la commune doit conclure une convention avec l'Office du tourisme.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, approuve la convention à conclure avec l'Office du tourisme.

### **Délibération 2021-164**

#### **Objet : Convention de distribution des secours sur pistes – Avenant n° 1**

Rapporteur : Éric Gravier

Il rappelle à l'assemblée la signature d'une convention relative à la distribution des secours sur pistes balisées et hors-pistes en date du 5 mai 2021 entre la commune et la Société d'Aménagement Touristique de l'Alpe d'Huez, nouveau délégataire en charge du domaine skiable.

Cette convention qui a fixé les tarifs des prestations de secours sur pistes pour la saison hivernale 2020/2021 doit faire l'objet d'un avenant pour la prochaine saison hivernale 2021/2022.

Les tarifs qui seront appliqués sont les suivants :

<b>Période du 27/11/2021 jusqu'à la fin de la période d'exploitation de Toussaint 2022</b>	<b>Tarif HT</b>
Zone de proximité sans accompagnement	130,00 €
Zone A (bas de pistes)	350,00 €
Zone B	440,91 €
Zone B1	675,45 €
Zone C	497,27 €
Zone C1	740,91 €
Secours hors-piste	518,18 €
Secours spécifique hors-piste	981,82 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité des présents et représentés et avec l'abstention de Céline Valette, approuve l'avenant susvisé.

### **Délibération 2021-165**

#### **Objet : Convention d'usage de terrains en vue de la pratique de l'escalade à conclure avec le Département**

Monsieur le maire rappelle que suite à l'annonce de la Fédération française de la Montagne et de l'Escalade de mettre un terme aux conventions qu'elle a contractualisées, le Département a décidé de reprendre à sa charge et sous sa responsabilité la contractualisation des sites naturels d'escalade inscrits au sein du schéma départemental des sports de nature. Le Département souhaite ainsi continuer d'assurer la gestion et l'entretien du site d'escalade des Etroits qui se situe sur la commune déléguée de Venosc et propose de conclure une convention avec la commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, approuve la signature de la convention avec le Département.

### **Délibération 2021-166**

#### **Objet : Projet centrale hydroélectrique sur la commune de Mizoën -Convention de servitudes avec ENEDIS**

Monsieur le maire informe l'assemblée que la commune de Mizoën a confié à la société d'Economie Mixte Locale Nid d'Aigle un projet de construction d'une centrale hydroélectrique.

Le point amont se trouve sur la commune de Mizoën, où l'usine sera construite et le point aval de restitution se situe au niveau de la centrale hydro-électrique de St Guillerme.

Dans le cadre du raccordement de la centrale au réseau électrique, des travaux d'installation d'un câble haute tension, propriété d'ENEDIS, qui cheminera sur des parcelles et un chemin rural appartenant à la commune des 2 Alpes nécessitent de conclure des conventions de servitudes soumises à l'avis du conseil municipal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, approuve la signature des conventions de servitudes avec ENEDIS.

### **Délibération 2021-167**

#### **Objet : Projet centrale hydroélectrique sur la commune de Mizoën - Convention d'autorisation de travaux et d'exploitation à conclure avec la société Nid d'Aigle**

Dans le cadre du projet de construction d'une centrale hydroélectrique sur la commune de Mizoën, la société Nid d'Aigle sollicite l'autorisation de la commune pour réaliser des travaux d'élargissements, sur une portion de la voie romaine située entre les hameaux du Ponteil et de la Rivoire.

Les travaux devraient débuter au printemps 2022 pour s'achever en octobre 2022.

L'autorisation de passage et de travaux nécessite de conclure une convention.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, approuve la signature de la convention avec la société Nid d'Aigle.

### **Délibération 2021-168**

#### **Objet : Contrat DSP de gestion du service eau potable – Avenant n° 2**

Par délibération du 26 novembre 2018, la commune a confié par contrat de délégation, la gestion de son service public de production, de transport et de distribution d'eau potable à la société Suez. Par ailleurs, la commune a confié à l'office du tourisme des 2 Alpes, la mission de développer la relation client et la relation propriétaire afin de mieux positionner la station du point de vue commercial, d'adapter son offre en conséquence, de fidéliser sa clientèle touristique, de mener des recherches sur la fréquentation de la destination, et dans le cadre de sa relation avec les propriétaires de résidences secondaires sur la commune de permettre à ceux-ci de maîtriser leur consommation en eau conformément à la politique communale conduite en matière de responsabilité environnementale.

Dans ce cadre, l'office du tourisme a sollicité la commune pour être destinataire et exploiter, dans le cadre de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et dans le respect du règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016, les données de consommation issues de la télé relève des compteurs d'eau gérés par Suez.

La commune étant propriétaire de droit de ces données de consommation, il convient de fixer par avenant au contrat, les modalités de cette transmission des données de consommation par Suez à la commune qui pourra ensuite en disposer et les communiquer à l'office de tourisme.

L'avenant est soumis à l'avis de l'assemblée délibérante qui à l'unanimité, donne son approbation.

### **Délibération 2021-169**

#### **Objet : Zone artisanale des Ougiers – Fixation du prix des surfaces**

Rapporteur : Laurent Giraud

Un prix de vente de 35 €HT/m<sup>2</sup> a été initialement fixé pour commercialiser les lots de la zone artisanale des Ougiers alors qu'ils n'étaient pas encore viabilisés.

Depuis, il est possible de tenir compte des frais de viabilisation (réseaux et enrobés), du prix de revient (coût total de l'opération rapporté à la totalité des surfaces) mais aussi du prix potentiel de vente s'agissant d'une zone d'activités et du prix du marché pour donner une nouvelle estimation.

Considérant la viabilisation des lots, il est proposé de réévaluer le prix pour le fixer à 65 €HT/m<sup>2</sup>.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, décide de fixer à 65 €HT/m<sup>2</sup> le prix de commercialisation des lots

### **Délibération 2021-170**

#### **Objet : Budget principal – Décision modificative n° 3**

Rapporteur : Cécile Neyraud

A l'approche de la clôture de l'exercice, il est important d'ajuster les crédits nécessaires au fonctionnement des services et compléter, le cas échéant, les crédits des opérations d'investissement en fonction de l'état de leurs avancements. La décision modificative de fin d'année s'équilibre de la manière suivante :

	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>	143 600,00 €	143 600,00 €
<b>INVESTISSEMENT</b>	100 000,00 €	100 000,00 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, approuve la décision modificative de fin d'année telle que présentée ci-dessus.

### **Délibération 2021-171**

#### **Objet : subvention exceptionnelle au gestionnaire du bowling**

Pour éviter tout conflit d'intérêt, Monsieur le maire demande à Céline Valette de quitter la séance pour le vote de la présente délibération.

Il expose à l'assemblée que depuis la crise sanitaire, plusieurs établissements ont subi une fermeture administrative afin de limiter la propagation du virus COVID 19. Certains ont réussi à maintenir une exploitation partielle alors que d'autres sont restés totalement fermés. Cette situation s'est traduite par des pertes de chiffres d'affaires et parfois même par des fermetures définitives.

Le gestionnaire du Bowling Municipal qui n'a pas du tout été en mesure d'exploiter, a sollicité une aide financière.

Pour soutenir ce professionnel, Monsieur le maire propose de lui octroyer une subvention exceptionnelle de 2 000 €.

Après en avoir délibéré, et après que Monsieur le Maire ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à la majorité des membres présents, en l'absence de Mme Céline VALETTE qui n'a pas pris part au vote et le vote CONTRE de M. Éric GRAVIER, approuve l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 2 000 € au bowling municipal et décide de la non-reconduction des subventions versées en 2020 et 2021 liées à la situation sanitaire.

### **Délibération 2021-172**

#### **Objet : Participation exceptionnelle aux activités assurées par le délégataire SATA**

Monsieur le maire expose à l'assemblée que la saison d'hiver 2020-2021 a été marquée pour les stations touristiques de montagne par la fermeture totale des remontées mécaniques en raison de la crise sanitaire. Tous les acteurs économiques, publics comme privés, ont été impactés par cette fermeture.

Compte tenu des incertitudes entourant une possible réouverture des remontées mécaniques avant l'annonce par le Gouvernement de la fermeture du service des remontées mécaniques durant toute la saison d'hiver, le délégataire des remontées mécaniques (la SATA) a néanmoins préparé les pistes à plusieurs reprises, en vain.

En concertation avec la commune Les Deux Alpes, afin d'assurer la sécurité des habitants et des touristes venus sur place lors de la saison d'hiver malgré les mesures gouvernementales annoncées, la SATA a également effectué tout au long de la saison l'entretien et la sécurisation des principales pistes du domaine skiable.

Ces mesures de préparation et d'entretien des pistes alors que les remontées mécaniques étaient fermées à la suite de décisions gouvernementales doivent être considérées comme des contraintes exceptionnelles de fonctionnement qui ont été validées par la commune afin d'assurer la sécurité des usagers des pistes et du domaine skiable.

Ces sujétions, en l'absence de toute recette compensatrice, ont fait supporter à la SATA des charges importantes que la commune pourrait, de manière dérogatoire aux dispositions de l'article L. 2224-1 du code général des collectivités territoriales et ainsi que le permet l'article L. 2224-2 du même code, prendre en charge.

Le montant de la subvention ainsi accordée à la SATA pour compenser strictement les sujétions de service public mises à sa charge durant la saison d'hiver 2020/2021 s'établirait à la somme globale de 213 584,80 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés et avec l'abstention de Céline Valette, approuve le versement d'une participation exceptionnelle d'un montant de 213 584,40€ au titre des activités assurées par la SATA pendant la saison de l'hiver 2020-2021.

### **Délibération 2021-173**

#### **Objet : mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57**

Le référentiel M57 a vocation à se substituer aux instructions budgétaires et comptables M14, M52, M61, M71, M831 et M832 et à être généralisé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour toutes les collectivités locales et leurs établissements publics administratifs.

Une disposition législative est envisagée pour qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2022, les collectivités de moins de 3500 habitants adoptent le référentiel sans contraintes nouvelles par rapport à l'existant.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, décide de mettre en place la nomenclature M57.

### **Délibération 2021-174**

#### **Objet : Commune déléguée de Venosc – Fixation des tarifs du columbarium**

L'assemblée est informée de la création sur la commune déléguée de Venosc, d'un nouveau columbarium de 32 emplacements permettant d'y déposer trois urnes.

Il convient de déterminer les tarifs dont les montants ci-dessous sont soumis à l'avis du conseil :

15 ans : 120 €

30 ans : 200 €

50 ans : 450€

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés, approuve les tarifs susvisés.

L'ordre du jour terminé, Monsieur le maire lève la séance à 20h38.

Le Maire, Christophe AUBERT

